

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

L'ACHATS ET LA LOCATION DE VEHICULES MOTORISES AU PROFIT DES ETABLISSEMENTS DU GHT ALLIANCE DE GIRONDE

Affaire n° 26EEAFGA014

Centre Hospitalier Universitaire de Bordeaux

12 Rue Dubernat

33404 Talence CEDEX

SOMMAIRE

SOMMAIRE	2
1 – GENERALITES	4
1.1 – OBJET DE L’ACCORD CADRE	4
1.2 – DECOMPOSITION DE LA CONSULTATION – CATEGORIES.....	4
2 – MODALITES D’EXECUTION COMMUNES A TOUTES LES LOTS CATEGORIES.....	5
2.1 – MISE EN PLACE DU MARCHÉ	5
2.2 – SUIVI D’EXECUTION DU MARCHÉ ET RENDEZ VOUS DE SUIVI	5
2.3 – MISE A DISPOSITION D’UNE INTERFACE.....	5
• 2.3.1 - Pour l’acquisition de véhicule :	5
• 2.3.2 - Pour la location de véhicule :	6
2.4 – BILAN ANNUEL.....	6
3 – PRESTATIONS COMMUNES A TOUTES LES CATEGORIES.....	6
4 – DESCRIPTION DES CATEGORIES DE VEHICULE.....	7
4.1 – VEHICULES LEGERS ET VEHICULES UTILITAIRES LEGERS	7
• 4.1.1 - Véhicules personnels (catégorie 1, 2, 9 et 13) :	7
• 4.1.2 - Véhicules Utilitaires Légers (VUL) camionnettes – fourgonnette (catégorie 3, 4 et 15) : 7	
4.2 – VEHICULES LOGISTIQUE	7
• 4.2.1 – Fourgon (catégorie 5, 6 et 16) :	7
• 4.2.1 – Porteur poids lourds (catégorie 10, 11 et 14)	8
4.3 – VEHICULES AMENAGES	8
• 4.3.1 – Véhicule aménagé régit par la norme NF 1798.....	8
• 4.3.2 – Véhicule aménagé VLM.....	9
• 4.3.3 – Véhicule aménagé TPMR.....	9
• 4.3.1 – Véhicule aménagé divers.....	10
4.4 – PRESTATION D’AMENAGEMENT (catégorie 12.a et 12.b).....	10
5 – DESCRIPTION DES PRESTATIONS DE LOCATION COURTE, MOYENNE ET LONGUE DUREE	11
5.1 – PRESTATIONS DE BASE POUR LA LOCATION COURTE, MOYENNE ET LONGUE DUREE DE VEHICULES	11
5.2. – REAJUSTEMENT DU COUPLE DUREE/KILOMETRE	11
5.4 – PRECISIONS SUR LES LOCATIONS MOYENNES ET COURTES DUREES	12
6 – MODALITES DE LIVRAISON DES VEHICULES (ACHAT ET LOCATION)	12
6.1 – DEMARCHES ADMINISTRATIVES.....	12
6.2 – CONDITIONS DE LIVRAISON.....	13

6.3 – DOCUMENTS A TRANSMETTRE	14
7 – RESTITUTION DES VEHICULES DE LOCATION.....	14
8 – ASPECT RSE ET DEVELOPPEMENT DURABLE	15

1 – GENERALITES

1.1 – OBJET DE L'ACCORD CADRE

Le présent marché a pour objet l'achat ou la location de véhicules motorisés au profit des établissements du GHT Alliance de Gironde

1.2 – DECOMPOSITION DE LA CONSULTATION – CATEGORIES

N° CATEGORIE	CATEGORIE	SOUS-CATEGORIE
1	Véhicules personnels	Achat neuf
2	Véhicules personnels	Achat occasion
3	VUL (Camionnettes – fourgonnette)	Achat neuf
4	VUL (Camionnettes – fourgonnette)	Achat occasion
5	Fourgon (utilitaire < 3,5T)	Achat neuf
6	Fourgon (utilitaire < 3,5T)	Achat occasion
7.a	Achat de véhicule sanitaire type A	Achat neuf
7.b	Achat de véhicule sanitaire type B et C	Achat neuf
7.c	Achat de véhicule sanitaire VLM	Achat neuf
7.d	Achat de véhicule TPMR	Achat neuf
7.e	Achat de véhicule aménagés divers	Achat neuf
8.a	Achat de véhicule sanitaire type A	Achat occasion
8.b	Achat de véhicule sanitaire type B et C	Achat occasion
8.c	Achat de véhicule sanitaire VLM	Achat occasion
8.d	Achat de véhicule TPMR	Achat occasion
8.e	Achat de véhicule aménagés divers	Achat occasion
9	Véhicules motorisés sans permis	Achat neuf
10	Véhicules de transport de biens	Achat neuf
11	Véhicules de transport de biens	Achat occasion
12.a	Prestation d'aménagement de véhicule	Achat
12.b	Prestation d'aménagement de véhicule soumis à la norme NF 1798	Achat
13	Véhicules personnels	Location
14	Véhicules de transport de biens	Location
15	VUL (Camionnettes – fourgonnette)	Location
16	Fourgon (utilitaire < 3,5T)	Location
17.a	Véhicule sanitaire type A	Location
17.b	Véhicule sanitaire type B et C	Location
17.c	Véhicule sanitaire VLM	Location
17.d	Véhicule TPMR	Location
17.e	Véhicule aménagés divers	Location

Chaque besoin sera précisé dans des marchés spécifiques.

1.3 – ETABLISSEMENTS CONCERNES

Les établissements du GHT Alliance de Gironde concernés par cette procédure sont :

- Le CHU de Bordeaux
- Le CH de Charles Perrens

- Le CH de Cadillac
- Le CH de Langon
- Le CH de Bazas
- L'ESPASS de Podensac
- Le CH de la Réole
- Le CH de Libourne
- Le CH de Blaye
- Le CH de Sainte Foy
- Le CH d'Arcachon

2 – MODALITES D'EXECUTION COMMUNES A TOUTES LES LOTS CATEGORIES

2.1 – MISE EN PLACE DU MARCHÉ

Une réunion de lancement pourra se tenir à la demande de l'établissement du GHT Alliance de Gironde dans un délai de quinze jours ouvrés à compter de la notification du marché.

2.2 – SUIVI D'EXECUTION DU MARCHÉ ET RENDEZ VOUS DE SUIVI

Le Titulaire met à disposition un chef de projet dédié au suivi du marché. Il sera l'interlocuteur privilégié des établissements du GHT Alliance de Gironde. En fonction de l'organisation du Titulaire, d'autres interlocuteurs locaux pourront être désignés auprès des établissements adhérents. Ils devront s'assurer du bon fonctionnement du marché. Le Titulaire devra également mettre à disposition des établissements adhérents une équipe suffisamment dimensionnée pour répondre à leurs besoins.

Le rôle de cette équipe est de répondre à toutes questions des gestionnaires de parc au sein des établissements adhérents notamment en ce qui concerne le type de véhicule à louer, leur disponibilité, leur entretien, leur assurance, les litiges en cours, la situation sur le couple durée/kilométrage, les échéances des contrats de location, les délais de livraison lors d'une acquisition, etc. Cette liste d'éléments n'est pas exhaustive.

Des rendez-vous de suivi pourront être programmés tout le long de l'exécution du marché par l'une ou l'autre des parties pour faire un point sur les difficultés rencontrées, les manquements ou améliorations envisagées et cela sans surcoût.

Le titulaire aura à sa charge de réaliser le compte rendu de ce rendez-vous et de le transmettre à toutes les personnes présentes lors de cette dernière. En cas de non remise de ce compte rendu, ce dernier s'expose aux pénalités définies à l'article 14 des CCAP.

2.3 – MISE A DISPOSITION D'UNE INTERFACE

• 2.3.1 - Pour l'acquisition de véhicule :

Les Titulaires pourront être amenés à mettre à disposition un outil de visualisation permettant le suivi de l'évolution de la commande du véhicule (du bon de commande jusqu'à la livraison). L'outil pourra également intégrer son catalogue de véhicule directement dans cet outil.

Cette demande sera indiquée lors de la passation des marchés spécifiques.

- **2.3.2 - Pour la location de véhicule :**

Les Titulaires sur ces catégories devront mettre à disposition une interface permettant à chaque responsable de flotte automobile des établissements du GHT Alliance de Gironde d'accéder aux informations propres à leur flotte suivantes :

- Evolution d'une commande de véhicule : du bon de commande jusqu'à la livraison,
- Suivi des loyers,
- Sinistralité du parc,
- Suivi des entretiens sur les véhicules,
- Réajustement couple loyer/durée
- Cette liste n'est pas exhaustive.

2.4 – BILAN ANNUEL

En plus des bilans semestriels décrit à l'article 22.4 des CCAP, à chaque date d'anniversaire du contrat cadre, il est établi un état des lieux des commandes des sites à la demande de l'acheteur.

Ce dernier aura pour but de faire un état de l'année écoulée (commandes passées, chiffre d'affaires réalisé, typologie de véhicule commande, nombre de procédure remporté et nombre de procédure répondu ...)

Cette liste n'est pas exhaustive, d'autres items pourront être ajoutés à ce bilan.

3 – PRESTATIONS COMMUNES A TOUTES LES CATEGORIES

Le marché donne accès à l'ensemble des véhicules distribués par les titulaires en acquisition mais concerne également la location de véhicules pour une durée et un kilométrage déterminé lors du lancement du marché spécifique.

Les spécificités techniques (Taille, puissance, etc...) des véhicules seront précisés dans chacun des marchés spécifiques.

Les prestations de bases se composent de :

- La livraison du véhicule
- Les démarches en préfecture :
 - Obtention de la cartes grises,
 - Fourniture et pose des plaques d'immatriculation,
 - Fourniture de la vignette Crit'air, le cas échéant.

Les véhicules (en achats neuf, occasion ou en location) devront être équipés de tous les accessoires de sécurité (triangle signalisation, gilet jaune, ...) nécessaires à sa circulation en France.

Les véhicules d'occasion, devront être livrés avec un carnet d'entretien et, le cas échéant, de tous documents (dont factures...) permettant de justifier de son bon entretien conformément aux préconisations du constructeur depuis sa mise en circulation.

Les Titulaires devront indiquer pour chaque marché spécifique la durée de garantie prévue pour l'achat de véhicule d'occasion mais aussi la garantie constructeur pour l'achat de véhicule neuf.

Dans les deux cas cette garantie devra être à minima de 24 mois.

4 – DESCRIPTION DES CATEGORIES DE VEHICULE

4.1 – VEHICULES LEGRS ET VEHICULES UTILITAIRES LEGRS

- **4.1.1 - Véhicules personnels (catégorie 1, 2, 9 et 13) :**

Description : Type de véhicule : véhicules motorisés sans permis, voitures particulières pouvant être une citadine, berline, monospace, ludospace ou un SUV. Cette liste n'est pas exhaustive.

Type d'achat :

- Neuf : catégorie 1 et 9
 - Occasion - catégorie 2 : le kilométrage maximal du véhicule sera indiqué lors de la passation du marché spécifique.
 - Location : catégorie 13
- **4.1.2 - Véhicules Utilitaires Légers (VUL) camionnettes – fourgonnette (catégorie 3, 4 et 15) :**

Description :

- Taille : Compactes (longueur < 5 m),
- Volume : 2 à 10 m³ (modulable avec sièges rabattables ou sans).
- Les minibus 6 à 9 places peuvent être intégrés dans ces catégories.
- Options :
 - Portes latérales, cloison de séparation cabine/charge.
 - Aménagements spécifiques (rayonnages, frigo, benne basculante).
 - Liste des options non exhaustive.

Type d'achat :

- Neuf : catégorie 3
- Occasion - catégorie 4 : le kilométrage maximal du véhicule sera indiqué lors de la passation du marché spécifique.
- Location : catégorie 15

4.2 – VEHICULES LOGISTIQUE

- **4.2.1 – Fourgon (catégorie 5, 6 et 16) :**

Description :

- Taille : Longueur de 5 à 7 m, hauteur jusqu'à 3 m.
- PTAC ≤ 3,5 t pour permis B
- Volume : 10 à 23 m³ (différentes longueurs (de L1 à L4), hauteurs (de H1 à H3)).
- Options :
 - Châssis simple
 - Hayon élévateur, portes latérales, cloison de séparation cabine/charge.
 - Aménagements spécifiques (rayonnages, frigo, benne basculante).

- Liste des options non exhaustive.

Type d'achat :

- Neuf : catégorie 5
- Occasion - catégorie 6 : le kilométrage maximal du véhicule sera indiqué lors de la passation du marché spécifique
- Location : catégorie 16
- **4.2.1 – Porteur poids lourds (catégorie 10, 11 et 14)**

Description :

- PTAC : > 3,5 t
- Options :
 - Hayon élévateur.
 - En température dirigée ou non.
 - Caisses de dimensions variables.
 - Châssis simple
 - Liste des options non exhaustive.

Type d'achat :

- Neuf : 10
- Occasion : 11
- Location : catégorie 14

4.3 – VEHICULES AMENAGES

Selon les besoins, certains véhicules devront faire l'objet d'un aménagement spécifique (intérieur, extérieur, sonores, visuel, marquage etc.). Les besoins s'entendent véhicules et aménagements inclus.

Les exigences relatives à ces aménagements seront détaillées dans les marchés spécifiques.

Les véhicules concernés seront commandés auprès du titulaire avec l'aménagement réalisé par le titulaire ou par l'un de ses sous-traitants,

Pour toutes les catégories de véhicule décrits ci-après, une pré-visite avant réception sera faite afin de confirmer que les aménagements effectués sur le véhicule correspondent bien à la demande.

- **4.3.1 – Véhicule aménagé régit par la norme NF 1798**

Les types de véhicule pouvant être commandés dans le cadre de cette catégorie (liste non exhaustive) :

- Ambulance type A : L'ambulance de type A est une catégorie de véhicule sanitaire définie par la norme NF EN 1789. Elle est conçue pour le transport de patients allongés non urgents, ne

nécessitant ni soins intensifs, ni surveillance médicale avancée durant le trajet. L'annexe 2 des CCTP est un exemple de commande sur cette catégorie de véhicule.

- ASSU (Ambulance de Secours et de Soins d'urgence) Type C : Véhicule spécialement aménagé pour l'urgence médicale : transport de patients en position allongée ou semi-assise, avec possibilité de soins d'urgence, oxygénation, premiers secours, immobilisation, surveillance des constantes vitales

Type d'achat :

- Neuf : catégorie 7.a et 7.b
 - Occasion - catégorie 8.a et 8.b : le kilométrage maximal du véhicule sera indiqué lors de la passation du marché spécifique
 - Location : catégorie 17.a et 17.b
- **4.3.2 – Véhicule aménagé VLM**

Les types de véhicule pouvant être commandés dans le cadre de cette catégorie (liste non exhaustive) :

- Véhicule Légers Médicalisés (VLM) : à minima ces véhicules seront équipés de rangements modulaires pour matériel médical, d'éclairage intérieur professionnel (LED), d'emplacements pour sac d'intervention, DSA/monitor, oxygène, médicaments. Ils sont également équipés de signalisation tel que des gyrophares / rampes LED bleues, deux-tons réglementaires et d'un marquage SMUR / SAMU selon département.

Type d'achat :

- Neuf : catégorie 7.c
 - Occasion - catégorie 8.c : le kilométrage maximal du véhicule sera indiqué lors de la passation du marché spécifique
 - Location : catégorie 17.c
- **4.3.3 – Véhicule aménagé TPMR**

Les types de véhicule pouvant être commandés dans le cadre de cette catégorie (liste non exhaustive) :

- Véhicule TPMR

Type d'achat :

- Neuf : catégorie 7.d
- Occasion - catégorie 8.d : le kilométrage maximal du véhicule sera indiqué lors de la passation du marché spécifique
- Location : catégorie 17.d

- **4.3.1 – Véhicule aménagé divers**

Les types de véhicule pouvant être commandés dans le cadre de cette catégorie (liste non exhaustive) :

- Véhicule « aller vers » : il s'agit ici de véhicule se déplaçant vers lieu où les besoins de la population de nécessité ; les formes sont multiples tel que
 - o Médicobus,
 - o Poste de régulation avancés,
 - o Véhicules de décontamination,
 - o Etc.Ces véhicules sont d'aménagement multiples et variés.
- Véhicule mortuaire / funéraire : pour le transport des morts de type fourgon

Type d'achat :

- Neuf : catégorie 7.e
- Occasion - catégorie 8.e : le kilométrage maximal du véhicule sera indiqué lors de la passation du marché spécifique
- Location : catégorie 17.e

4.4 – PRESTATION D'AMENAGEMENT (catégorie 12.a et 12.b)

Il s'agit de véhicules acquis par le CHU de Bordeaux en amont de l'aménagement nécessaire à sa mise en service ; nous parlons ici de « porteur ». Ces aménagements peuvent être variables suivant les objectifs définis par les utilisateurs finaux, intégrant ou non une cellule sur châssis.

A titre d'exemple, voici une liste non exhaustive, des aménagements pouvant être commandés :

- Aménagement de type d'ASSU (Ambulance de Secours et de Soins d'urgence) Type C : Véhicule spécialement aménagé pour l'urgence médicale : transport de patients en position allongée ou semi-assise, avec possibilité de soins d'urgence, oxygénation, premiers secours, immobilisation, surveillance des constantes vitales (catégorie 12.a).
- Aménagement de type véhicule légers médicalisés (VLM) : à minima ces véhicules seront équipés de rangements modulaires pour matériel médical, d'éclairage intérieur professionnel (LED), d'emplacements pour sac d'intervention, DSA/monitor, oxygène, médicaments. Ils sont également équipés de signalisation tel que des gyrophares / rampes LED bleues, deux-tons réglementaires et d'un marquage SMUR / SAMU selon département (catégorie 12.b).
- Aménagement de type véhicule « aller vers » : il s'agit ici de véhicule se déplaçant vers lieu où les besoins de la population de nécessité ; les formes sont multiples tel que « Médicobus », poste de régulation avancés, véhicules de décontamination, etc. Ces véhicules sont d'aménagement multiples et variés (catégorie 12.b).
- Flocage des véhicules (catégorie 12.b),
- Installation de haillon (catégorie 12.b),
- Installation de rampes d'accès (catégorie 12.b),

- Installation de fauteuils supplémentaires pour TPMR (catégorie 12.b).

5 – DESCRIPTION DES PRESTATIONS DE LOCATION COURTE, MOYENNE ET LONGUE DUREE

5.1 – PRESTATIONS DE BASE POUR LA LOCATION COURTE, MOYENNE ET LONGUE DUREE DE VEHICULES

A minima, les loyers de bases comprennent de :

- La location d'une flotte de véhicules automobiles ;
- L'assistance / le dépannage de la flotte ;
- Les démarches en préfecture pour l'obtention des cartes grises et la fourniture et la pose des plaques d'immatriculation ;
- Les réajustements du couple durée/kilomètre en cours de location ;
- Le suivi de la sinistralité ;
- La gestion du parc, via notamment la mise à disposition d'un système informatisé de gestion en temps réel de la flotte (à minima en suivant la maintenance), accessible par Internet ;

A la marge, Des éléments pourront être ajoutés ou supprimés lors de la passation des marchés spécifiques tel que :

- L'entretien de la flotte ;
- La maintenance de la flotte ;
- La mise à disposition d'une hotline téléphonique ;
- La fourniture, la pose et la dépose des pneumatiques « tous temps » ;
- Le marquage et pose de logo sur le véhicule ;
- La mise à disposition de véhicules de remplacement ;
- La fourniture, la pose, la dépose et le stockage des « pneus hiver » pour les véhicules concernés.
- Etc.

5.2. – REAJUSTEMENT DU COUPLE DUREE/KILOMETRE

Le Titulaire a une obligation de conseil visant à optimiser les conditions de location. À ce titre, il doit proposer un ajustement de la durée et/ou du forfait kilométrique de chaque véhicule en cas d'écart constaté, à la hausse comme à la baisse et ce une fois par an.

La procédure de réexamen peut être engagée dans les cas suivants :

1) Ajustement du forfait kilométrique :

- Si le kilométrage est inférieur au prévisionnel :

Un ajustement financier est réalisé. Un titre de recette est émis à l'encontre du Titulaire, qui reverse le montant correspondant au pouvoir adjudicateur.

Le Titulaire peut également proposer une diminution du forfait kilométrique pour l'année suivante, entraînant une baisse du loyer mensuel. Tout ajustement fait l'objet d'un avenant.

- Si le kilométrage est supérieur au prévisionnel :

Un ajustement du forfait kilométrique et du montant du loyer est réalisé par avenant.

Le Titulaire peut proposer une augmentation du forfait kilométrique pour l'année suivante, entraînant une hausse du loyer mensuel. Tout ajustement fait l'objet d'un avenant.

2) Restitution anticipée du véhicule :

Les frais supplémentaires éventuels font l'objet d'un avenant.

Si le réajustement est accepté par l'établissement, il entraîne un recalcul du loyer sur la période restante, formalisé par avenant.

À défaut d'accord, et hors tolérance contractuelle, les kilomètres supplémentaires sont facturés lors de la restitution du véhicule.

5.4 – PRECISIONS SUR LES LOCATIONS MOYENNES ET COURTES DUREES

Les locations de courte et moyenne durée sont prévues à titre accessoire.

Ces locations concernent des périodes allant de 1 jour à 6 mois pour la location courte durée et de 6 à 11 mois pour la location moyenne durée.

Compte-tenu du fait que les véhicules concernés par les locations de courte et moyenne durée sont des véhicules d'occasion, pour partie déjà amortis, ils donneront lieu à une facturation particulière adaptée et à l'élaboration d'un devis.

Le kilométrage maximal autorisé du véhicule sera indiqué lors de la passation du marché spécifique.

Pour précision : les besoins en location courte et moyenne durée peuvent être très variable selon les établissements du GHT Alliance de Gironde. A titre d'exemple :

- CHU :
 - Courte durée : besoin en poids lourds
 - Moyenne durée : toutes catégories confondues
- CH Charles Perrens besoin en courte et moyenne durée sur :
 - Des véhicules légers
 - Véhicules en température positive ou négative non roulant en dépannage de chambres froides.

6 – MODALITES DE LIVRAISON DES VEHICULES (ACHAT ET LOCATION)

6.1 – DEMARCHES ADMINISTRATIVES

Le Titulaire procède aux démarches nécessaires à l'immatriculation des véhicules préalablement à la mise à disposition de ceux-ci :

- L'immatriculation civile pour l'ensemble des véhicules ;
- La fourniture de la vignette Crit'Air
- La fourniture et pose des plaques d'immatriculation pour toutes les catégories de véhicules.

Les démarches et frais relatifs à l'immatriculation des véhicules sont à la charge du Titulaire. Les frais correspondants à la délivrance du certificat d'immatriculation seront inclus dans le prix d'achat du véhicule. La carte grise (ou copie sur la base de l'arrêté n° JUSD0630096A en date du 28/07/06) devra être transmise aux établissements sous 8 jours avant la réception des véhicules.

Les véhicules seront livrés munis de leur immatriculation définitive.

Pour les véhicules neufs, la plaque d'immatriculation doit comporter le département de résidence de l'établissement.

6.2 – CONDITIONS DE LIVRAISON

Que ce soit dans le cadre d'un achat de véhicule (neuf ou occasion) ou dans le cadre d'une location, le Titulaire s'engage à confirmer la date de livraison dudit véhicule au maximum dans les 8 jours après la réception du bon de commande. Ce délai pourra être revu à la baisse dans le cadre des marchés spécifiques.

Les délais et lieu de livraison convenus figurent sur le bon de commande et ne sauraient excéder le délai maximal mentionné par le candidat dans son offre.

Les véhicules seront livrés, après prise de rendez-vous préalable. La livraison des véhicules et la mise en ordre de marche (MOM) seront constatées par un Procès-verbal de réception, rempli et signé par le titulaire et l'Acheteur ou son représentant.

Tout retard dans la livraison du véhicule implique la mise en œuvre de pénalités de retard prévues à l'article 14 des CCAP. De plus, le Titulaire s'engage à mettre à disposition de l'établissement demandeur, un véhicule de catégorie identique ou supérieur (sans surcoût), et ce à compter du jour de l'expiration du délai jusqu'à la livraison du véhicule commandé. Le non-respect de cette obligation est soumis aux pénalités de retard indiquées à l'article 14 des CCAP. Par ailleurs, l'acheteur se réserve le droit de faire exécuter la prestation par un autre prestataire, aux frais et risque du Titulaire.

Conformément aux dispositions de l'article 1721 du Code Civil et à l'exception du complément de gamme relatif aux véhicules d'occasion, les véhicules doivent être neufs et exempts de tout vice ou défaut.

Sauf cas exceptionnel dûment justifié, le délai de livraison ne saurait dépasser 9 mois.

Le véhicule loué doit être livré avec un minimum de 15€ de carburant.

Le véhicule loué devra être doté de l'équipement spécifié sur le bon de commande avec les éléments suivants :

- Une « Notice Utilisateurs » reprenant les services souscrits dans le cadre du marché ;
- La liste des garages agréés pour l'entretien, des points habilités (réseau spécifique ou identique à celui des garages agréés) pour le changement des pneumatiques ;
- La carte grise ou copie de la carte grise, ainsi que celle de l'arrêté afférent n°JUSD0630096A en date du 28/07/06 ;
- Dans le cas où l'assurance est intégrée dans la location, une copie du contrat d'assurance accompagné de deux constats amiables si l'option est prise ;
- Des notices en français permettant l'utilisation et l'entretien du matériel et ses équipements ;
- Un carnet d'entretien en français ;
- Les coordonnées des correspondants sur son siège et/ou régionaux du titulaire ;
- Tout équipement rendu obligatoire par la réglementation (éthylotest, triangle de signalisation, gilet jaune, etc.) ;
- Tous les numéros utiles, en particulier celui de la hotline.

6.3 – DOCUMENTS A TRANSMETTRE

A minima, les éléments suivants devront être transmis à l'établissement adhérent lors de la livraison du véhicule :

- La carte grise (ou photocopie pour les véhicules en location)
- Des notices en français permettant l'utilisation et l'entretien du matériel et ses équipements
- Un carnet d'entretien en français
- Le schéma normalisé de l'installation électrique
- Le PV de transformation et/ ou certificat de carrossage
- Le cas échéant, l'homologation UTAC ou équivalente
- Le cas échéant l'homologation VASP pour les fourgons aménagés
- Plus généralement pour les véhicules sanitaires, toutes les informations et documents avec les mentions nécessaires à l'utilisation du véhicule à cette fin.

D'autres éléments pourront être demandés lors de la passation des marchés spécifiques.

7 – RESTITUTION DES VEHICULES DE LOCATION

Le Titulaire doit informer les établissements adhérents des échéances futures des contrats de location. Pour ce faire, il utilisera soit sa plateforme de gestion informatisée, soit il informera le gestionnaire de parc par courriel, six mois avant la date d'échéance du bon de commande pour les véhicules en location longue durée. Pour les véhicules location courte et moyenne durée, le délai d'alerte sera indiqué lors de la passation du marché spécifique.

Au terme de chaque contrat de location et après réalisation d'un état des lieux de restitution, le véhicule doit être restitué en bon état de marche et de propreté, compte tenu d'un taux d'usure maximum, selon les normes en vigueur définies par le Syndicat National des Loueurs de Voitures de Location Longue Durée (SNLVLD).

Aucun frais supplémentaire lié à l'enlèvement des autocollants ou marquages ou au nettoyage de traces résiduelles ne pourra être facturé par le Titulaire et ne pourra rentrer en considération au moment de la restitution des véhicules.

Les délai et lieu de restitution sont convenus entre le Titulaire et l'établissement adhérent lors de la prise de rendez-vous de restitution du véhicule.

Le Titulaire doit également communiquer systématiquement aux établissements les taux d'abattement appliqués sur les coûts de réparation.

Trente jours calendaires avant la restitution du véhicule, le Titulaire s'engage à réaliser une visite de bilan du véhicule et à rédiger un rapport sur la remise en état de celui-ci.

Dans le cas où le véhicule est restitué en mauvais état de marche, le Titulaire applique une dépréciation correspondant à la différence entre l'état constaté au jour de la restitution et l'état standard. Cette dépréciation est calculée par l'application d'un abattement sur la valeur de réparation à dire d'expert. A cet effet, le Titulaire doit préciser dans son offre, son barème de dépréciation détaillé, sous peine de rejet de son offre.

Il est à noter que la vétusté s'entend en fonction de la durée de location des véhicules. Plus cette durée est importante et plus la vétusté l'est également.

Le rapport, avec photo-expertise, est transmis à l'établissement adhérent dans un délai suffisamment court pour permettre à l'établissement adhérent de prendre les mesures nécessaires avant la restitution du véhicule. Ce rapport comprend un devis indiquant :

- Les indemnités kilométriques correspondant à un ajustement du couple durée/kilomètres ;
- Les frais de remise en état après application du barème de dépréciation joint au présent dossier de consultation

L'établissement demandeur peut, à sa charge, demander une contre-expertise avec un expert de son choix.

Le Titulaire transmet pour paiement une facture détaillant les frais de remise en état du véhicule. Ces frais sont établis sur la base du rapport de bilan du véhicule et, le cas échéant, de la contre-expertise réalisée après avis de l'établissement membre du GHT Alliance de Gironde. La facture est établie conformément aux règles prévues par le barème de dépréciation.

Concernant les kilomètres supplémentaires, le candidat précisera au BPU le pourcentage admis ne donnant pas lieu à facturation.

Hormis ces frais liés à une usure anormale du véhicule, il ne pourra être facturé aucun autre frais de quelque nature que ce soit.

7.1 – VALEUR RESIDUELLE DES VEHICULES

En l'absence de tout litige, chaque établissement règlera les loyers arrivés à échéance ainsi que l'ensemble des sommes dues au titre des prestations connexes réalisées hors contrat. À l'échéance des loyers, et sur demande de l'établissement adhérent, le Titulaire pourra formuler une proposition de rachat du véhicule, établie en tenant compte de la valeur résiduelle de celui-ci.

7.2 – RESTITUTION ANTICIPEE

Les établissements membres du GHT Alliance de Gironde auront la possibilité d'effectuer une restitution anticipée des véhicules en contrat de location. Ils devront en informer le Titulaire au plus tard 1 mois avant cette date de fin anticipée.

Le Titulaire doit préciser dans son offre les modalités et coûts liés à cette rupture anticipée.

8 – ASPECT RSE ET DEVELOPPEMENT DURABLE

En cas d'évolution, en cours d'exécution du marché, de la réglementation applicable aux taux d'émission de CO₂ des véhicules, le Titulaire sera tenu de se conformer aux nouvelles dispositions pour tout véhicule, indépendamment de son mode d'acquisition (achat ou location).

Pour les véhicules thermiques neufs, le Titulaire proposera exclusivement des véhicules répondant à la norme Euro 6, en vigueur depuis le 1er septembre 2015 pour l'immatriculation et la commercialisation des nouveaux types de véhicules.

S'agissant des motorisations reposant sur des batteries, le Titulaire devra détailler dans son offre les contraintes liées à leur exploitation, notamment :

– le coût et la durée de location des batteries ;

- les modalités de traitement en fin d'usage ;
- les performances minimales attendues en termes de cycles de charge ;
- la durée de vie globale des batteries ;
- les temps de recharge et la consommation électrique selon les différents modes de charge